



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 03/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOILTECH

56 route de Les Poulières
88600 LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES

Références : S-22-1094RP

Code AIOT : 0006202118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2022 dans l'établissement TOILTECH implanté 56 route de Les Poulières 88600 LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans l'évolution de la réglementation entrepôt (rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). Il s'agit avant toute chose d'évoquer avec l'exploitant la situation de son site (bâtiment des années 60) au vu des prescriptions récemment renforcées par le décret du 24 septembre 2020. Ce dernier a revu les règles de classement des entrepôts sous cette rubrique. De ce fait, la société Toiltech relève désormais du régime de l'enregistrement (précédemment régime de la déclaration). L'enjeu de la visite est notamment de faire un point sur les obligations auxquelles l'exploitant doit désormais se soumettre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOILTECH (ex.Yeramex)
- 56 route de Les Poulières 88600 LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES
- Code AIOT : 0006202118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site visité est spécialisé dans l'extrusion et l'agrainage PVC. Il travaille pour la maroquinerie de luxe et l'industrie automobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : la visite a eu pour objectif d'observer les principales prescriptions de l'arrêté ministériel de prescription générale du 11 avril 2017 (entrepôt 1510 soumis au régime de l'enregistrement). Cette visite d'inspection s'est notamment inscrite dans une logique d'accompagnement de l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Dispositions applicables en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.5	/	Prescription complémentaire	4 mois
3	Eau, plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
12	Dispositions préventives aux déversements	Arrêté Préfectoral du 01/09/1995, article article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Services d'incendie et de secours, accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 3.1	/	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 9	/	Sans objet
7	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 14	/	Sans objet
8	Eclairage artificiel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 16	/	Sans objet
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 23	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII-1	/	Sans objet
11	Mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de l'exploitant est constitué d'une seule cellule (au sens de l'arrêté ministériel 1510). Ceci induit des contraintes réglementaires (régime de l'enregistrement) et des non conformités complexes à résoudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>(...)</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>(...)</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>(...)</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats : L'exploitant, en collaboration avec les services d'incendie et de secours, a aménagé une « boîte pompiers » au sein de laquelle divers documents sont disposés dont un plan du bâtiment renseigné des diverses installations ainsi que les quantités maximales de substances qui y sont disposées. En revanche, l'exploitant ne tient à pas à jour un état quantitatif hebdomadaire des matières stockées.</p> <p>Pour ce qui est des FDS (Fiche de Donnée de Sécurité), l'exploitant ne peut les disposer dans la boîte pompier (trop volumineux). Il est acté que l'exploitant prendra l'attache du SDIS afin de déterminer quels sont les renseignements essentiels à porter à la connaissance des pompiers. Ces informations seront tenues à disposition dans la boîte pompiers. Quant aux FDS, elles sont accessibles par voie informatique (dont sauvegarde sur un serveur extérieur au site) et accessible en 24/7 via VPN.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Dispositions applicables en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 1.5
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe. (...)
Constats : L'un des enjeux majeurs, en cas de sinistre, concerne le risque de ruine du bâtiment de production. En effet, il jouxte la voie de chemin de fer (ligne Epinal-Saint Dié des Vosges) et est situé à proximité immédiate de maisons d'habitation. Aux fins d'assurer la sécurité des personnes, il est nécessaire de considérer l'éventualité de la ruine du bâtiment en cas d'incendie. L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer que cette ruine se ferait du bâtiment sur lui-même ou vers l'intérieur du périmètre ICPE. Ainsi, l'éventualité que la ruine du bâtiment se ferait sur la voie de chemin de fer ou en direction des maisons d'habitation ne peut être exclue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescription complémentaire
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Eau, plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. (...) Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
Constats : L'exploitant est en cours de recrutement d'un prestataire qui aura en charge d'établir les plans et schémas attendus. A ce jour, ces plans et schémas ne sont pas disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Services d'incendie et de secours, accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 3.1
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. (...)
Constats : L'exploitant a aménagé une « boîte pompiers » afin de faciliter l'accès et l'intervention des services d'incendie et de secours. Cette boîte est accessible aux services d'incendie et de secours depuis la voirie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 8
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : L'inspection n'a pas détecté de non compatibilité des principales matières chimiques présentes sur site. En revanche, les matières dangereuses ne sont pas stockées dans des cellules particulières (l'ensemble du bâtiment ne dispose pas de mur coupe-feu et doit donc être considéré comme une seule et même cellule). Pour répondre à ses obligations, l'exploitant a indiqué avoir le projet de construire un bâtiment spécifique en dehors de l'emprise du bâtiment actuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 9
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.
Constats : L'inspection n'a pas constaté une distance trop faible, et donc préjudiciable au fonctionnement du sprinklage, entre le système d'extinction automatique et les stockages, la toiture ou le plafond.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 14
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'exploitant a organisé deux exercices incendie en 2022, le dernier datant de juin dernier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eclairage artificiel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 16
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. (...)
Constats : L'éclairage de l'ensemble du bâtiment est assuré par des LED.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, point 23
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
Constats : L'attention de l'exploitant est attirée sur l'échéance fixée par cet article. Il est également invité à prendre l'attache du SDIS pour établir le plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII-1
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
Constats : L'attention de l'exploitant est attirée sur l'échéance fixée par cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII-2
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>A.-Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/ m2 en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m2 :</p> <ul style="list-style-type: none">-soit un système d'extinction automatique d'incendie ;-soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m2 ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.</p> <p>B.-Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/ m2 en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en oeuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2 soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.</p> <p>S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois.</p> <p>Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.</p> <p>C.-Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/ m2 au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de l'annexe VIII dans un délai maximal de 5 ans après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe.</p> <p>Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente.</p>
Constats : L'attention de l'exploitant est attirée sur les attendus de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions préventives aux déversements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/1995, article 8
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel. (...)
Constats : L'exploitant a admis que les avaloirs présents dans le bâtiment ne disposent pas de système d'obturation. Ainsi, tout déversement accidentel conduira à une pollution du Neuné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; dans l'attente nécessité de prévoir des dispositions provisoires équivalentes.
Proposition de délais : 9 mois